

170, BOULEVARD DU MONTPARNASSE
75014 PARIS — FRANCE
TÉL. 320.36.20.
C.C.P. 1248-74 N PARIS

D 657 BRESIL: ACCUSATIONS CONTRE LE GETAT

Le GETAT, ou Groupe exécutif des terres de l'Araguaia et du Tocantins, est une nouvelle juridiction militaire destinée à "contrôler" les conflits fonciers de cette région amazonienne (cf. DIAL D 627 et 645). En fait, ce sont les petits cultivateurs qui continuent de payer le lourd tribut de la spoliation des terres et de l'assassinat des leaders paysans. Pour ces derniers, c'est le cas de Raimundo Ferreira Lima, assassiné le 29 mai 1980 (cf. DIAL D 630); de Wilson de Souza Pinheiro, assassiné le 21 juillet; et de José Francisco dos Santos, assassiné le 15 août dernier.

Ci-dessous, déclaration faite le 12 octobre par la Commission pastorale de la terre du Tocantins-Araguaia.

Note DIAL

LE GETAT (GROUPE EXECUTIF DES TERRES DE L'ARAGUAIA ET DU TOCANTINS)
ET LA VIOLENCE

Les problèmes fonciers du nord du Goiás, du sud du Pará et du sud-ouest du Maranhão étaient déjà largement connus au moment de la création du Groupe exécutif des terres de l'Araguaia et du Tocantins (GETAT), en tant que réponse officielle aux conflits particulièrement violents dans une zone à laquelle on a déjà pensé donner le nom de nouvel Etat du Carajás. Ainsi était officialisée la présence du Conseil national de sécurité dans des régions particulièrement intéressantes pour leur richesse, objet de l'avidité d'entreprises ou sociétés nationales et multinationales.

La presse, les institutions et les spécialistes en questions agraires ont exprimé leurs appréhensions devant ce fait. Avant et après, une fois encore, les espoirs des habitants de la région ont été frustrés pour ce qui concerne leur droit le plus fondamental: l'accès à la terre.

Durant les derniers mois on a vu dans la région se pratiquer les violences les plus variées, comme les destructions de maison, les arrestations, les agressions physiques et même les assassinats. Du 8 au 14 septembre dernier une opération a été menée par un fort contingent de policiers accompagnés de tueurs à gages et de courtiers véreux, sous les ordres du lieutenant Josias et sur mandat du juge d'Araguaia, M. João Batista de Castro Neto. L'opération a touché les localités de Centro dos Carros, Gibóia, Santa Luzia, Taubal, Juverlândia, São Félix et Centro de Moacyr, dans les communes d'Axixá et d'Itaguatins (Goiás); elle s'est soldée par l'arrestation de dizaines de cultivateurs et leur détention chez les courtiers véreux et les soi-disant propriétaires, Crispim Batista de Morais et Geraldo Rosa, là où les petits paysans ont été contraints sous la violence de signer des documents en blanc et des contrats de journaliers. Des dizaines de maisons ont été détruites ou incendiées, près de deux cents familles expulsées, des machettes et des fusils de chasse saisis, deux prêtres arrêtés et les habitations des agents de pastorale perquisitionnées.

Le Régional Tocantins-Araguaia de la Commission pastorale de la terre réuni ces jours-ci en session d'étude avec des représentants de la commission nationale, rend responsable le GETAT et, donc, le Conseil national de sécurité des nouveaux conflits qui ont éclaté dans cette région

placée sous leur juridiction, avec usage de la violence et de la répression policière - sans parler des compromissions de la justice -, afin d'exproprier les petits cultivateurs au bénéfice des entreprises agropastorales et des grands propriétaires; et cela au mépris de l'action judiciaire de délimitation de terres en cours devant la justice fédérale. Un dossier de faits et de dépositions étaye notre dénonciation. Rappelons simplement que des titres de propriété ont été remis aux courtiers véreux et aux soi-disant propriétaires comme Edésio Ferreira de Souza, de Sumaúma, le 14 avril, et Geraldo Rosa, de São Félix, le 5 août; à Marabá (Pará), au siège du GETAT, des petits cultivateurs ont été obligés de signer des papiers en blanc le 15 septembre; au moment de l'opération de police rapportée ci-dessus, la voiture du GETAT a circulé dans les villages où ont eu lieu les expulsions de paysans ainsi que dans les domaines où ont été détenus plusieurs petits cultivateurs, et était même présente au moment de la destruction des maisons; à Conceição do Araguaia (Pará), des titres de propriété définitifs ont été remis à des cultivateurs puis leur ont été retirés; le 12 septembre, dans la région appelée "Bico do Papagaio" (Goiás), on a constaté la présence du procureur général de la République, M. Gildo Ferraz, membre de la haute direction du GETAT, accompagné du colonel Aníbal Coutinho, commandant la police militaire de l'Etat de Goiás; ce qui donne à l'action violente de la police, des courtiers véreux et des tueurs à gages, la couverture et l'aval du GETAT et montre l'implication de ses instances supérieures que sont le Conseil national de sécurité et le gouvernement fédéral.

Devant de tels faits et face au cynisme des autorités, nous ne pouvons nous taire; surtout face au cynisme du GETAT qui répond aux dénonciations présentées et suffisamment prouvées, par l'imposture de la distribution de quelques titres de propriété au seul profit des grands propriétaires ou, à l'occasion, au bénéfice de quelques paysans, mais qui choisit en même temps de réduire l'unité de propriété pour les petits cultivateurs de la région de 100 hectares à 50 (1).

Nous tenons le GETAT pour le premier responsable de l'"Opération propreté" de la zone placée sous sa juridiction, conduisant à l'expulsion des petits cultivateurs et à la réservation des terres aux grands propriétaires et aux entreprises nationales ou multinationales; ce faisant, il va contre les intérêts véritables du peuple brésilien et transforme cet organisme en ennemi des cultivateurs, en ennemi de la nation brésilienne. Nous en appelons à la responsabilité du gouvernement fédéral pour que les droits légitimes des cultivateurs de la région soient respectés et rendus légalement effectifs.

Nous en appelons à l'opinion publique pour qu'elle prenne connaissance de ces faits honteux et dégradants dans lesquels sont impliquées ces autorités, pour qu'elle proteste contre de tels faits, et pour qu'elle soutienne le peuple massacré. Ainsi les conditions pourront être créées pour que de tels agissements cessent et ne se répètent plus.

Il est utile, enfin, de rappeler que les problèmes fonciers de la région sont le reflet de la situation générale de la campagne au Brésil, et que, seule, une réforme agraire avec entière participation des paysans pourra constituer une réponse convaincante et un commencement effectif de solution.

Gurupi (Goiás), le 12 octobre 1980

Commission pastorale de la terre - Régional Tocantins-Araguaia

(1) La loi de réforme agraire du 30 novembre 1964 prévoit que la parcelle minimale est de 100 hectares (NdT).

(Traduction DIAL)

Abonnement annuel: France 185 F - Etranger 215 F par voie normale

Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie STEP

Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441